



## "CONTADORA" ?

CETRAL

# DE LAS PUERTAS DE MI CASA PARA AFUERA

"CONTADORA" ?

DU PALIER DE MA PORTE A L'EXTERIEUR

Pour l'administration Nord-Américaine la crise en Amérique Centrale est très simple:

Il s'agit d'arrêter l'expansion de l'influence communiste dans la région, étant donné que les problèmes sociaux et économiques de ces pays, sont utilisés comme instrument de la stratégie de déstabilisation Cubano-Soviétique, et plus récemment par la "dictature communiste" du Nicaragua, selon les dernières déclarations du président Etatsunien.

Pour atteindre leurs objectifs tous les moyens sont bons: non seulement le gouvernement Nord-Américain tente avec arrogance d'empêcher par tous les moyens un quelconque règlement politique, mais il se prépare en plus à une nouvelle escalade "d'aide" militaire de plus de 40% pour l'Amérique-Centrale en 1984.

D'autre part ils poursuivent leur appui et financement aux groupes des mercenaires anti-Sandinistes, a fin de déstabiliser et d'isoler le gouvernement Nicaraguayen; comme si ce n'était pas suffisant, ils s'engagent directement dans des manœuvres militaires de harcèlement, (Honduras-Etats Unis).

Nous assistons en fait à la croisade anti-communiste pour la défense du "monde libre".

C'est dans ce cadre qu'apparaît le groupe dit CONTADORA (Colombie, Mexique, Venezuela, Panama), qui propose en particulier pour atteindre la paix en Amérique Centrale:

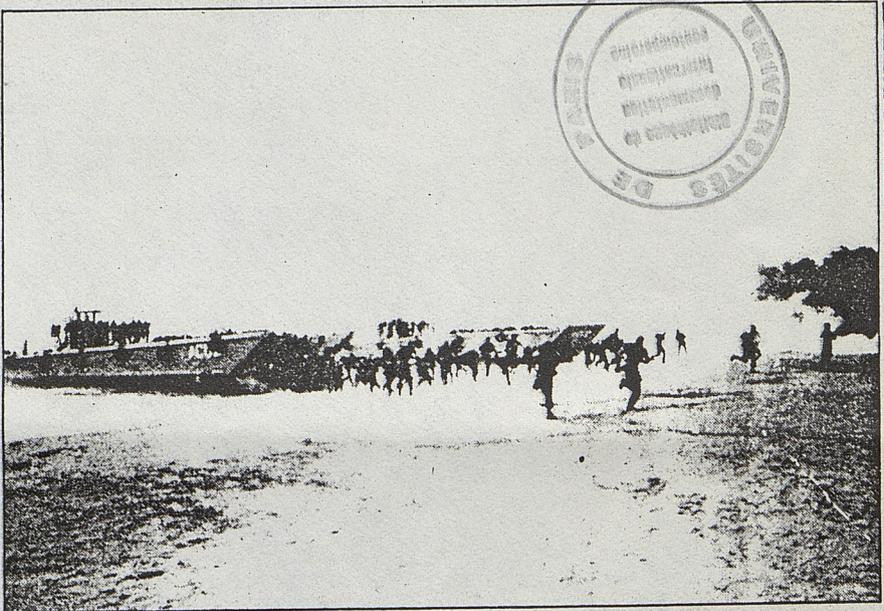
- Le gel du niveau d'armements offensifs existant.

- Interdire la présence d'installations militaires étrangères dans tous les pays. Ce qui implique le retrait des conseillers militaires étrangers.

- Etablir des mécanismes internes de contrôle pour empêcher le transit d'armes d'un pays quelconque de la région vers un autre.

Tout ceci peut paraître inattendu et contradictoire de la part de pays qui jusqu'à présent avaient toujours adopté des positions d'appui incondi-

Juan Carlos Posada



DEBARQUEMENT DE "MARINES" A L'ILE DE PROVIDENCIA:

tionnel envers la politique Nord-Américaine (à des rares exceptions). Mais à part d'une démonstration éphémère d'indépendance, qui se reflète seulement dans les discours, l'essentiel de la dépendance de l'Amérique Latine envers les Etats Unis est intouchable. Il faut tenir compte du fait que le Mexique a adopté à plus d'une occasion des positions de ce type: relations avec Cuba, déclaration Franco-Mexicaine, etc., sans perturber le moins du monde l'attitude guerrière et impériale des Etats-Unis.

Ce qui n'empêche de saluer et appuyer ce type d'action, (comme l'on fait: le Nicaragua, Cuba, l'Espagne, la France, etc.) mais en se gardant de lui donner la dimension qu'on tente de lui accorder aujourd'hui.

Prenons par exemple le cas concret de la COLOMBIE, promoteur principale du groupe CONTADORA: l'administration Betancur, cherche par cet intermédiaire à affirmer internationalement sa présence en se plaçant comme médiateur indépendant du

Le 5 juillet, 15 véhicules amphibies et 2 barges pleins de troupes ont débarqué sur la plage "Agua Dulce" de l'archipel de San Andrés et Providencia qui appartient à la Colombie. 400 soldats ont descendus des péniches de débarquement, ce qui, ajouté aux 10 occupants de chaque amphibie représente 550 Marines nord-américains sur le sol Colombien. Les envahisseurs ont tiré des salves contre la végétation et ont fait sauter de fortes charges d'explosif. Simultanément, plusieurs avions de guerre nord-américains survolèrent l'île. Durant l'après midi, 4 jeepps chargées d'officiers nord-américains et Colombiens descendirent des barges. Etant donné la situation critique que traverse l'Amérique Centrale et l'éventualité de la généralisation du conflit armé dans cette région, il est préoccupant de voir se dérouler actuellement manœuvres militaires de cette nature à 250 Km à peine du Nicaragua.

conflit CentroAméricain, ce qui conduit en réalité à masquer une grave crise intérieure et à désacrédi- ter le mouvement populaire en se présentant comme une démocratie authentique. Et ceci non seulement par CONTADORA, mais aussi par l'entrée aux PAYS NON ALIGNES, ou la possibilité de rétablir des relations diplomatiques avec Cuba, c'est à dire qu'ils cherchent à tout prix à donner une image internationale convenable et indépendante du pays, image très déteriorée ces dernières années par l'escalade militariste qu'a vécu le pays à tous les niveaux: militarisation et bombardements de zones paysannes, répression et tortures, des centaines des prisonniers politiques, développement des groupes para-militaires, assassinats, disparitions, et même au niveau Latino Américain en perdant tout crédit pendant le conflit des "Malvinas", quand c'est le seul pays qui n'appui pas l'Argentine.

Mais aujourd'hui qu'est ce qui a changé en Colombie?

Des élections ont eu lieu en 1982 et aboutirent au changement d'administration grâce à une campagne proposant des voies pour atteindre "LA PAIX", d'où des nombreuses déclarations d'intention de dialogue avec le mouvement armé pour entamer le processus de paix, bien que cette volonté était impulsée et exigée depuis plusieurs années par toutes les composantes du mouvement populaire sans avoir jamais eu d'écho.

## FMLN



EL SALVADOR

On aurait pu croire pendant un certain temps qu'en fait ce gouvernement voulait créer une atmosphère favorable à la paix, et c'est dans ce cadre qu'a été votée une loi d'amnistie en décembre 82, qui en réalité plus qu'une preuve d'ouverture du régime fût le fruit d'une longue lutte populaire pour l'obtenir. Mais aujourd'hui les secteurs les plus conservateurs et militaristes (qui sont en fait ceux qui décident), prétendent que la paix, c'était l'amnistie:

- Alors que n'a eu lieu aucune réforme concrète de type économique ou sociale, (santé, éducation, logement, emploi, etc.) qui tendrait tout au moins à réduire la misère qui frappe la majeure partie de la population Colombienne,

- Alors que la politique militariste gagne de plus en plus du terrain et que les budgets pour matériel militaire augmentent considérablement, et ce au détriment des budgets sociaux,

- Alors que les groupes paramilitaires continuent à assassiner des dirigeants syndicaux et populaires,

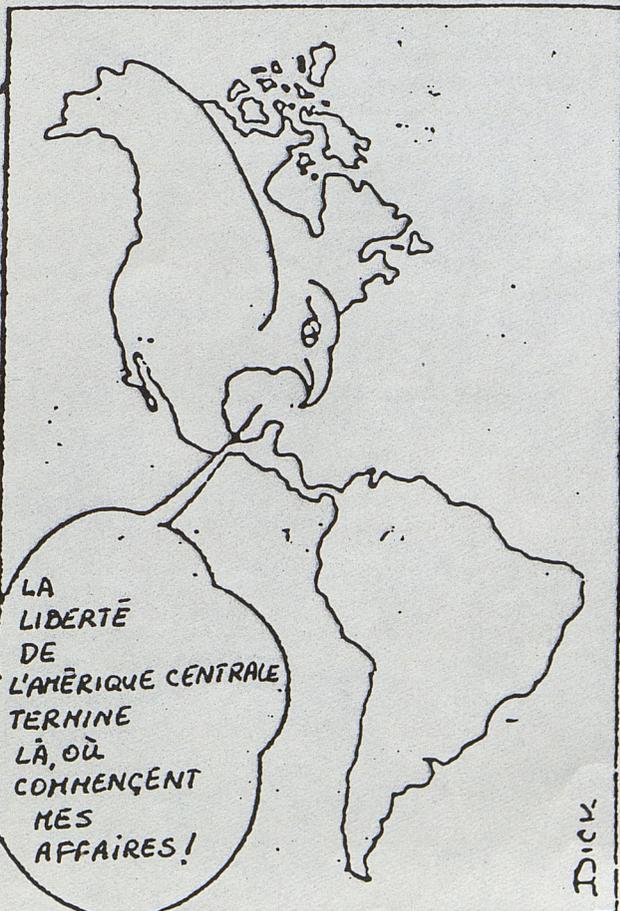
- Alors que la violence de l'armée continue à laisser des morts, pendant les manifestations pacifiques d'appui aux travailleurs en grève, comme pendant les conflits sociaux,

- Alors que l'indépendance de la souveraineté nationale est foulée aux pieds par la présence des "marines" U.S.A., sur l'île de Providencia (Caraïbes), comme par hasard à 250 Km du Nicaragua,

- Alors qu'on ferme au mouvement armé toute possibilité de règlement politique en ne lui laissant que la voie de la lutte armée.

A la lumière de tous ces faits, qui ne représentent bien sûr qu'une partie de notre réalité quotidienne, la seule chose qu'on puisse dire à Monsieur Betancur c'est qu'un CONTADORA MAISON, est plus qu'urgent.

Que tout ce qu'il propose en Amérique Centrale, il le propose et réalise en Colombie, car l'Amérique Centrale n'est pas seulement notre voisine tu multueuse, mais que nous souffrons du même mal, non par contagion, mais parce que nous faisons partie du même peuple exploité.





## POR LA APERTURA Y LA PAZ DEMOCRATICA

### COMUNICADO CONJUNTO de las FARC-EP y el M-19

El Comando Superior del M-19 y el Estado Mayor de las FARC-EP, comunican al pueblo colombiano que las dos organizaciones han resuelto iniciar el diálogo en búsqueda de la unidad de acción. Este importante paso busca hacerle frente a la ofensiva terrorista y guerrista de las minorías oligárquicas y debe estimular el proceso de unidad de todas las fuerzas democráticas y revolucionarias de nuestro país, que desemboque finalmente en la formación de un amplio frente de liberación.

Existen en Colombia las bases para avanzar por el camino de la más amplia lucha por la democracia. Nunca antes en nuestra historia se había conocido un despertar popular tan profundo. Los múltiples y poderosos movimientos de masas que recorren el país, y la acción de los movimientos armados, demuestran que existen fuerzas con aspiraciones comunes que están en la búsqueda de una real apertura democrática, en el rechazo de las políticas de terror oficial, contra la concentración monopólica y por el reclamo de la justicia social.

Las FARC-EP y el M-19 se dirigen al presidente Belisario Betancur exigiéndole el cumplimiento de sus promesas. Ocho meses han transcurrido desde la iniciación de su mandato y, aunque el gobierno dió pasos positivos como la amnistía y el ingreso de Colombia al movimiento de los No Aliados, la mayor parte de sus ofrecimientos está por concretar. Uno y otro movimiento hemos manifestado el propósito de sostener conversaciones con delegados del gobierno y de las Fuerzas Armadas, y hemos planteado inclusive los sitios donde dichas conversaciones, que el país entero espera, podrían y deberían realizarse. En esta ocasión el M-19 y las FARC-EP le decimos al primer mandatario: Señor Presidente, es necesario introducir los cambios que la Nación espera.

El militarismo trata de cerrar los caminos del diálogo. Y ese es el camino hacia el despeñadero que tantos colombianos de buena fé queremos evitar. Por eso, a tiempo que reafirmamos nuestro propósito de conversaciones, le decimos a nuestro pueblo que los caminos de paz pasan necesariamente por los senderos de la justicia, de la lucha, de la organización y de la unidad. La paz tendremos que conquistarla con muchos sacrificios.

Frente a esta situación, el Comando Superior del M-19 y el Estado Mayor de las FARC-EP llaman a todos los partidos y movimientos democráticos y revolucionarios a impulsar un proceso unitario que muestre una nueva perspectiva a nuestro país. Colombia espera esa salida creadora que le permita, en todos los planos: el sindical, el político, el guerrillero, el de las luchas campesinas, el de los frentes de la cultura y la universidad, el de la producción, encontrar la clave de su unidad.

Nuevamente nuestros movimientos le piden al gobierno de Belisario Betancur:

1. Concertar una TREGUA entre el movimiento guerrillero y las Fuerzas Armadas, que implique el cese de las hostilidades, de las operaciones de exterminio contra las zonas agrarias, el cese de los controles a la población civil, de las torturas y los asesinatos, el desmonte y juicio a los agentes, promotores y principales responsables del aparato militar denominado MAS.
2. La Amnistía, como paso inicial hacia la paz, debe complementarse en primer lugar con el diálogo directo entre los delegados del gobierno y las fuerzas guerrilleras, liberando a todos los presos políticos y respetando las libertades sindicales, así como rodeando de efectivas garantías a la oposición.
3. Buscarle solución a la crisis económica no descargándola sobre los hombros de los trabajadores sino haciendo que la paguen los grandes capitalistas y promulgando medidas tendientes a aliviar el alto costo de la vida, el desempleo, la falta de vivienda, educación, salud, y rehabilitando las zonas golpeadas por la violencia oficial.
4. Entrar realmente a estudiar los diversos pronunciamientos que han hecho las fuerzas democráticas en torno a una Reforma Política Avanzada, que modernice las caducas estructuras del Estado colombiano y termine con las desuetas fórmulas que lo único que consagran es el dominio oligárquico.

Cercana la celebración del natalicio del Libertador, los 200 años marcados por su epopeya son alicates para todos aquellos que desean un futuro radiante para Colombia y para América Latina. La ofensiva de la reacción y el Imperialismo desatan contra los pueblos hermanos de Centroamérica y del Caribe no puede hallar más cabal respuesta que la unidad de los revolucionarios. Llamamos a todos los patriotas a mirar hacia esa perspectiva y a combatir sin tregua por una Colombia libre, próspera y justa.

25-04-83 :

COMMUNIQUE CONJOINT M-19 FARC:

Le Mouvement du 19 Avril ( M-19 ) et les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie ( FARC ) ont souscrit à un communiqué conjoint dans lequel sont réitérées les propositions de paix et dialogue au président Belisario Betancur. Les deux organisations appellent: "tous les partis, mouvements démocratiques et révolutionnaires à impulser un processus unitaire qui démontre à notre pays une nouvelle perspective". Dans ce premier communiqué conjoint, les FARC et le M-19 annoncent le début du dialogue vers l'unité d'action.

25-05-83 :

LES F A R C REITERENT LEURS PROPOSITIONS POUR LA PAIX:

Le sixième front des Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie, a insisté sur la nécessité d'un dialogue avec la Commission de Paix. Le chef de ce front, Miguel Pascuas, au cours d'un entretien avec les journalistes Antonio José Caballero du groupe de radio Colombien, Marta Montoya du journal El Pueblo et le prêtre Octavio Martínez, dans un campement de la cordillera Central, a déclaré: "je considère que la loi d'amnistie peut arriver à fonctionner et pour nous elle continue à fonctionner, tout dépend des militaires" qui empêchent Belisario de tenir ce qu'il a promis au pays".

14-07-83 :

12 PAYSANS ASSASSINES A SANTANDER:

12 paysans ont été assassinés pendant le développement d'une escalade de violence dans la région de Puerto Berrio et Cimitarra. Les cadavres ont été jetés dans les fleuves San Juan y Magdalena.

18-07-83 :

PRISES "GUERRILLERAS" DE DEUX LOCALITES:

Des commandos guerrilleros de l'Armée de Libération Nationale (E.L.N) et des FARC, ont pris deux quartiers des communes "El Bagre" et "Puerto Triunfo". Ils ont harangué les populations et laissé de la propagande alusive à leurs mouvements, sans effusion de sang.

19-07-83 :

CONFIRMATION DE LA MORT DE JAIME BATEMAN:

Alvaro Fayad, membre du commandement supérieur du M-19, au cours d'un interview qui a eu lieu quelque part dans le département de "Choco", avec les journalistes Rita Ganen et Juan Dario Restrepo, à confirmé la mort dans un accident d'avion de Jaime Bateman Cayon, numéro un de cette organisation. Il était accompagné de l'ex-parlementaire conservateur Antonio Escobar Bravo, du guerrillero Conrado Marin et de Nelly Rivas Rebolledo, officier supérieur.

EL M-19 INFORMA:

Colombia, julio 14 de 1983

Con dolor convertido en fuerza y renovada decisión, comunicamos a la Nación, a los pueblos latinoamericanos y a los demócratas del mundo, que JAIME BATEMAN CAYON, COMANDANTE GENERAL DEL MOVIMIENTO 19 DE ABRIL y líder de la revolución colombiana, sufrió un accidente el 28 de abril de 1983.

Este accidente fatal priva a la revolución colombiana y latinoamericana del hombre de justicia, del patriota íntegro, del demócrata en armas profundo y actual.

Priva también a nuestra nación de la labor intensa y seria de NELLY VIVAS REBOLLEDO, oficial superior del M-19, presencia combativa de la mujer colombiana, quien por su inteligencia, capacidad de trabajo y dedicación al pueblo, había llegado a la máxima instancia de nuestra Dirección.

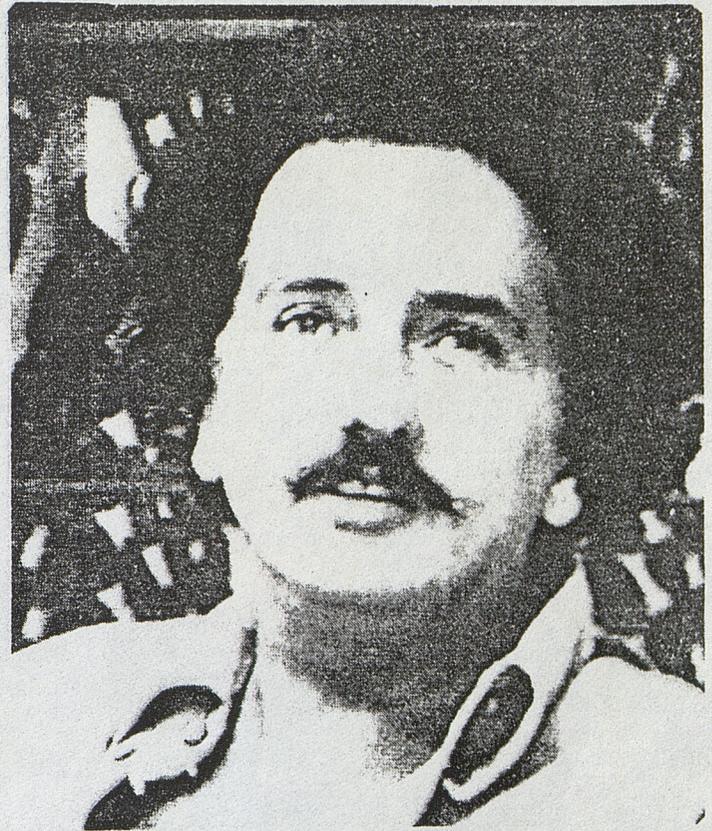
Con dolor informamos además la desaparición de Efrén, CONRADO MARIN, guerrillero del pueblo que una vez armistado decidió volver al combate ante el incumplimiento de las promesas gubernamentales y la negativa oficial para construir la paz.

También pereció en el accidente ANTONIO ESCOBAR BRAVO, piloto de la avioneta, ex-parlamentario conservador, quien fué nuestro amigo y compañero y participó con valor y lealtad en importantes tareas político militares.

La búsqueda intensa y exhaustiva realizada durante 70 días, empleando todos los recursos técnicos y humanos posibles, en territorio selvático, en condiciones de persecución del ejército enemigo, permite deducir que una falla técnica en medio de condiciones atmosféricas desfavorables, hace que la nave pierda su rumbo Santa Marta - Montería - Apartadó, pida ayuda de navegación a Medellín y Panamá, sobrevuele la región del Sinú, meta del viaje, y se pierda definitivamente.

Lo intrincado del terreno, que de por sí hace difícil la búsqueda, lo amplio y extenso de la zona, sumado a las condiciones de clandestinidad y persecución enemiga, hacen que los resultados hayan sido negativos hasta el momento. Aún así seguirán las investigaciones de las verdaderas causas del accidente y del sitio exacto del mismo. En el momento de alguna novedad, comunicaremos a nuestro pueblo los resultados definitivos.

La fuerza de JAIME BATEMAN CAYON, comandante y compañero está aquí, viva, profunda e inatajable, en un pueblo que él convocó a la lucha, a la rebelión y a la victoria. La fuerza del pueblo en armas, en lucha por construir una democracia real, nacida desde abajo y entre la Nación. Esta fuerza de pueblo y armas está aquí en el M-19, cuyas banderas de lucha continúan firmes en alto y en movimiento, como siembra fructífera, empapadas de sus ideas, de su estrategia de jefe popular y combatiente integral.



La fuerza de su vida, de su lucha, de sus ideas, está hoy repetida y multiplicada en esta generación de colombianos que con la espada de Bolívar como símbolo, la dignidad, la justicia y la democracia como meta, están dispuestos a construir una patria de todos, libre de opresiones, de incultura y de miseria.

Esta ausencia del combatiente, del jefe popular, del estratega visionario y del latinoamericano de su tiempo y de su hora, nos estremece y nos sacude para avanzar con renovado vigor, para enfrentar con fuerza el futuro, futuro de combates, de victorias y de justicia.

Porque a JAIME BATEMAN CAYON, Comandante Pablo, por su vitalidad, por su convicción de vida y de futuro, por su humanismo integral, no lo recordaremos entre lágrimas y llanto sino en la alegría de vida y de futuro, alegría de esperanzas y de triunfos.

Que se levante la indignación contra la injusticia. Que se multipliquen los combates por la paz y la democracia. Que la unidad sume fuerzas y experiencias y la solidaridad viva recorra nuestra América.

Con profundo orgullo hoy levantamos el nombre, la vida y la acción de JAIME BATEMAN CAYON, quien se elevó a la altura de nuestro pueblo como comandante integral, revolucionario magnífico, antimperialista sincero, hombre de audacia, de inteligencia, apasionado de la patria y de la justicia, con visión nueva para una nueva Latinoamérica.

Porque él creyó en el pueblo y sus capacidades. Porque hizo de los hechos ejemplo y condición de toda palabra o promesa. Porque rompió esquemas, entendió a nuestro pueblo, habló su lenguaje, su rebelión y plasmó en la lucha renovadas concepciones político-militares para la victoria.

Porque hizo de la unidad un culto, de la democracia su objetivo, de la paz su bandera y del pueblo en armas condición de poder y de victoria.

La fuerza y la acción de JAIME BATEMAN CAYON están en su obra fecunda.

En el pueblo que lo rodeó como su líder y su jefe; en los humildes, en los silenciados que sintieron en su voz su propia voz.

En los oprimidos y explotados que vieron en sus llamados a la lucha por la democracia sus propias banderas y sus propios combates.

En la Nación que sintió toda su insistencia por la paz, pero también su convicción de conquistarla aunque fuera necesaria la victoria militar frente a la guerra oligárquica.

En los hombres de dignidad amantes de una nación soberana, que fueron convocados a continuar la obra de Bolívar hasta construir una Colombia nuestra y justa.

En los hombres buscadores de justicia, que en el desempleo o en la producción, en el campo o en la ciudad, entre los intelectuales y el clero, entre los militares nacionalistas y entre la juventud rebelde oyeron su voz y su llamado para construir una Colombia digna.

La obra y la fuerza de JAIME BATEMAN CAYON están vivas y maduras, su esfuerzo y su accionar están ya firmemente sembrados en el corazón del pueblo y de la militancia total del M-19, organización agigantada en las dificultades y templada en el horno vivo de la rebelión popular. Está aquí, en esta generación de los nuevos oficiales de Bolívar que con las banderas del M-19 forman el pueblo en armas.

La estructura moral, política, intelectual y militar de JAIME BATEMAN CAYON, resumen magnífico de la capacidad de nuestro pueblo, capacidad de indignación contra la injusticia, hasta tomar las armas para vencer, estará presente en nuestras luchas y en nuestras victorias.

COMANDANTE JAIME BATEMAN CAYON, CUMPLIREMOS!

o o o

Cumpliremos llamando a la Paz, al diálogo y haciendo todo por ella con el requisito único de la justicia y la dignidad.

o o o

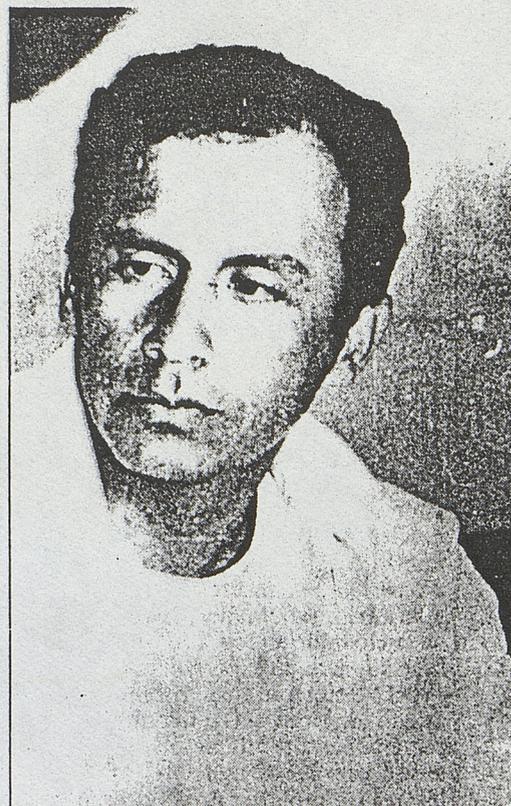
Cumpliremos multiplicando en fuerza y hombres nuestra Organización, alternativa de poder capaz de vencer a la oligarquía militarizada.

o o o

Cumpliremos construyendo una democracia real, profunda y nacional.

COMANDANTE PABLO, VENCER O MORIR!

CON EL PUEBLO!  
CON LAS ARMAS!  
AL PODER!



IVAN MARINO OSPINA  
NOVEAU COMMANDANT DU M-19

27-07-83 :  
GREVE ERICSSON ILLEGALE:

Le ministère du travail a déclaré illégale la grève que les travailleurs poursuivent depuis le 19 juillet dans la multinationale Ericsson de Colombia S.A., car ils n'ont pu parvenir à un accord pour la signature de la convention collective. L'illégalité est basée sur le fait que lors du vote du 21 juillet, la grève n'a pas obtenu la majorité absolue.

27-07-83 :  
LE M-19 A SEQUESTRE PAOLO LUGARI PENDANT 24 HEURES:

Le conseiller présidentiel pour la reconstruction de Popayan, Paolo Lugari est resté pendant 24 heures entre les mains d'un commando du M-19, qui l'a libéré durant la nuit du 26/7 après lui avoir remis un message pour le président. Selon ce qu'a rapporté M. Lugari il a, durant sa captivité, été interrogé à propos des plans du gouvernement national et concrètement sur ce que propose la Corporation pour la Reconstruction et le Développement du Cauca qu'il préside. Il a aussi été questionné sur les projets de construction de logements dans les quartiers occupés. (Par des sans lois).

20-07-83 :  
AMNISTIE REFUSEE AUX FARC:

La sentence du Tribunal Supérieur du District Judiciaire de Popayan, qui a refusé l'amnistie à l'état major des FARC, dont son leader, Manuel Marulanda Velez (Tirofijo), a été confirmé, par l'abstention de la Cour Suprême de Justice de prendre en compte le recours en appel de la sentence. Celle-ci déterminait que l'amnistie ne pouvait pas être accordée à "Tirofijo" et à 60 autres guérilleros de l'organisation.

20-07-83 :  
TROIS MORTS PENDANT UNE MANIFESTATION A BUENAVENTURA:

Un travailleur de "Colpuertos", Miguel Sanchez et les étudiants Mario Grimaldo, 17 ans, et Fabio Garcia, 12 ans, ont trouvé la mort le 18 juillet, pendant le déroulement d'une manifestation civique de soutien aux grévistes, à Buenaventura. Y participaient outre les travailleurs de nombreuses femmes et enfants. La situation était totalement pacifique jusqu'à ce que l'armée bloque la manifestation et tente de la disperser par la force. La grève de Colpuertos a débuté le mardi 12 juillet, et a été déclarée illégale par le ministre du Travail le jeudi suivant. L'entreprise a de plus été autorisée à licencier les travailleurs en grève.

20-07-83 :  
DES SYNDIQUES DU M.A.S PASSENT EN JUSTICE:

L'enquête contre les militaires impliqués dans les activités du MAS dans l'Arauca (le major Carlos Melendez, deux sous lieutenants et un sergent) sera transmise à la 7ème brigade qui siège à Villavicencio selon la décision du Tribunal Disciplinaire. La Cour a conclu que les faits imputés aux militaires syndiqués ont une relation avec leur service, vu qu'ils eurent lieu à cause de leur position dans le service de sécurité et d'ordre public. Ce qui justifie d'en attribuer la compétence à la justice pénale militaire.

27-07-83 :  
2 LEADERS COMMUNAUX ASSASSINES A POPAYAN:

Lundi 25 juillet, les dirigeants communaux Luis Marias Calderon Lantén, président de la commission des droits de l'homme du Cauca et Luis Eduardo Solarte Hurtado, dirigeant de l'association des professeurs du secondaire du Cauca, ont été assassinés dans la ville de Popayan. Les auteurs du crime se déplaçaient en moto. Les victimes, comme plusieurs autres intégrants du comité d'établissement avaient fait l'objet de filatures par des agents secrets

29-07-83 :  
2 MORTS POUR EXPULSER DES VENDEURS AMBULANTS:

2 personnes mortes et trois blessées ( parmi celles-ci un enfant de moins de 6 ans ) suite à l'intervention d'un agent de police qui a tiré une rafale de mitrailleuse au cours d'une opération contre des vendeurs ambulants à Cali. La patrouille dont faisait partie ce policier a rapidement disparu pour céder le passage à de nouveaux contingents policiers

29-07-83 :  
MENACES DU M.A.S.:

L'Union des Travailleurs de Santander (usitras) a dénoncé des menaces de mort contre le président du syndicat des travailleurs de l'institut Agustín Codazzi, dans un message adressé au procureur de la nation, elle a offert sa protection à Yerki Urango Hidalgo, victime de ces menaces, et réclamé une enquête rigoureuse.

07-09-83 :  
LE COMITE DES DROITS DE L'HOMME DENONCE:

Des chiffres concrets recueillis par le Comité des droits de l'Homme, qu'Alfredo Vasquez Carrisosa dirige en Colombie, révèlent un accroissement alarmant de la violence pendant la première année de l'administration Betancur.

D'après ces statistiques, durant la dernière année du gouvernement Turbay, 162 personnes ont trouvé la mort entre les mains d'éléments militaires ou de la police et 60 entre les mains des groupes paramilitaires, alors que pendant la première année de ce gouvernement les assassinats commis par des membres des Forces Armées atteignent 159 et ceux commis par le MAS et d'autres groupes paramilitaires 456.

07-09-83 :  
MAGDALENA MEDIO: LA VIOLENCE.

Le débat que la Chambre (Cámara Plena) a mené à l'initiative du parlementaire Horacio Serpa Uribe (Libéral), a été caractérisé par un diagnostic dramatique de la situation d'ordre public dans la zone du "Magdalena Medio" et des révélations sur l'accroissement alarmant de la violence politique dans le pays, pendant l'année écoulée.

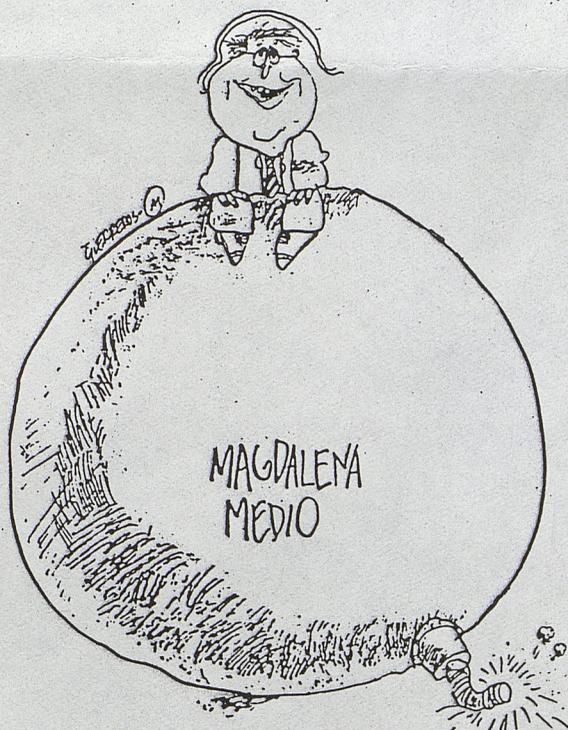
Le promoteur du débat a signalé que depuis l'approbation de la loi d'amnistie pour les insurgés (décembre 82): d'une part aucun des mécanismes de réhabilitation socio-économiques promis, n'ont été appliqués, et d'autre part les moindres droits des amnistiés n'ont pas été garantis.

Serpa Uribe a signalé qu'au contraire, la violence politique et la délinquance se sont accrues. Il a également présenté une liste détaillée des civils assassinés pendant ces derniers mois, dans des localités comme Puerto Berrio, Cimitarra, Santa Elena del Opón et San Vicente de Chucurí, dans la zone du Magdalena.

Les enregistrements des déclarations de témoins oculaires de certains crimes, ont été présentés, ainsi qu'une liste complète des groupes paramilitaires qui agissent dans la région, parmi lesquels: MAS, Los Tiznados, El Embrion, Alfa 83, Pro-Limpieza del Valle de Magdalena (Pro-nettoyage de la Vallée du Magdalena).

Il a de plus été fait état de déclarations d'un groupe d'amnistiés qui dénoncent le meurtre de 36 guérilleros, et la disparition de 14 autres, tous amnistiés. Ils ont aussi rendu publique la détention dans différentes prisons du pays de 200 amnistiés, et l'assassinat de plus de mille paysans.

## LE PORTE - DRAPEAU DE LA PAIX EN AMERIQUE CENTRALE



SOURCES:

EL TIEMPO : Journal Libéral Officialiste.  
EL ESPECTADOR : Journal Libéral.  
EL SIGLO : Journal Conservateur.  
VOZ : Organe du Parti Communiste.

POUR OBTENIR PLUS D'INFORMATION VOUS POUVEZ VOUS ADRESSER A:

Boite Postale 189,  
75523 Paris,  
CEDEX 11